CORDOBA RESEARCH PAPERS

Trente ans de paix négative : Le décès de Mladić et les clivages ethno-nationaux en Bosnie

Novembre 2026

Auteur: Enver Jusufovic

CORDOBA PEACE INSTITUTE
GENEVA
معهد قرطبة للسلام

© Cordoba Peace Institute – Geneva, Novembre 2026

Chemin des Vignes 2bis

1209 Genève

Tel : +41 (0) 22 734 15 03

info@cpi-geneva.org

www.cpi-geneva.org

Trente ans de paix négative : Le décès de Mladić et les clivages ethno-nationaux en Bosnie

Auteur : Enver Jusufovic

Conception de la couverture : Amine Lakhdar

Ce rapport est consultable en ligne à l'adresse suivante : www.cpi-geneva.org

Les opinions exprimées dans ce rapport n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de Cordoba Peace Institute – Geneva.

TRENTE ANS DE PAIX NEGATIVE : LE DECES DE MLADIC ET LES CLIVAGES ETHNO-NATIONAUX EN BOSNIE

Enver Jusufovic
Novembre 2026

Résumé exécutif **2**

1. Introduction **3**

2. Mettre fin à la guerre sans transformer pleinement le conflit **4**

3. Où persistent les frontières communautaires ? **6**

3.1. Les appartenances communautaires dans l'organisation institutionnelle 6

3.2. Les frontières communautaires dans l'espace urbain : le cas de Mostar 8

3.3. L'éducation et la reproduction des frontières 11

4. Coexistence, confiance et cohésion sociale **13**

4.1. De la coexistence à la confiance 14

4.2. Distance sociale et proximité intercommunautaire 15

5. Superposition des clivages et réactivation des frontières communautaires **17**

6. La mort de Ratko Mladić : révélateur des tensions de l'après-Dayton **19**

7. Conclusion et recommandations **22**

Références **23**

Résumé exécutif

Plus de trente ans après les accords de Dayton, la Bosnie-Herzégovine n'a pas connu de reprise généralisée de la guerre (section 2). Certaines divisions héritées du conflit continuent pourtant de structurer la vie politique et sociale, et les contacts quotidiens ne suffisent pas toujours à renforcer la confiance entre communautés (sections 3 et 4). Si les relations de voisinage, d'amitié ou de travail traversent ces frontières, celles-ci peuvent reprendre de l'importance lorsque plusieurs clivages politiques et sociaux se superposent (section 5). Les réactions contrastées à la mort de Ratko Mladić en offrent une illustration : elles ont remis au premier plan des récits opposés sur la guerre, encore capables de susciter des mobilisations (section 6). À partir de ces constats, l'article propose trois pistes pour renforcer la confiance et prévenir l'aggravation des tensions :

1. Développer des projets communs. Créer des occasions régulières de coopération entre communautés autour de besoins et d'intérêts partagés, en associant établissements scolaires, associations et structures sportives ou culturelles. Privilégier des activités conçues et réalisées ensemble, permettant de construire des relations durables au-delà des rencontres ponctuelles. L'enjeu serait de renforcer une appartenance civique commune qui, dans le respect des différentes identités, favorise la confiance, la coexistence et la cohésion sociale.

2. Soutenir le travail sur le passé : (A) *Espaces de dialogue :* Organiser des échanges volontaires accompagnés par des facilitateurs formés pour partager les expériences de violence, écouter celles des autres et interroger les perceptions de menace. Ces démarches viseraient à favoriser la reconnaissance des souffrances, à remettre en question les préjugés et à construire progressivement la confiance. (B) *Éducation :* Associer jeunes, enseignants et, lorsque cela est pertinent, parents à un examen critique des récits transmis dans la famille, à l'école et dans les médias. Articuler ce travail sur les stéréotypes et les discours de glorification avec des expériences concrètes de coopération entre jeunes de différentes communautés.

3. Favoriser la coopération institutionnelle. Faciliter le dialogue entre organisations de la société civile, établissements et autorités éducatives pour identifier les obstacles aux activités communes et convenir de modalités permettant leur organisation régulière. La société civile peut

accompagner ces démarches et soutenir la participation des jeunes et des familles, tandis que les autorités publiques conservent leurs responsabilités en matière de non-discrimination et d'égalité de traitement.

1. Introduction

La mort de Ratko Mladić, le 27 août 2026, plus de trente ans après la fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine, a immédiatement suscité des réactions profondément divergentes dans le pays et dans la région. Alors que des survivants, des associations de victimes et des responsables du Mémorial de Srebrenica ont rappelé les crimes pour lesquels l'ancien commandant de l'armée des Serbes de Bosnie avait été définitivement condamné, des rassemblements organisés en Republika Srpska et en Serbie lui ont rendu hommage. En quelques jours, sa disparition a ainsi replacé au centre de l'espace public des récits, des symboles et des appartenances directement liés à la guerre de 1992-1995 en Bosnie-Herzégovine. (Nations Unies 2026; BTA 2026; Ourdan 2026a).

Ces réactions soulèvent une question qui dépasse largement la figure de Ratko Mladić. Depuis les accords de Dayton de 1995, la Bosnie-Herzégovine n'a pas connu de reprise généralisée du conflit armé. Pourtant, les appartenances ethno-nationales continuent, à des degrés variables, à structurer certaines dimensions de la vie politique, institutionnelle, territoriale, éducative et sociale.

Ce contraste conduit à distinguer la cessation de la guerre de la transformation plus profonde du conflit. La notion de paix négative développée par Johan Galtung et l'approche de la transformation des conflits proposée par John Paul Lederach offrent à cet égard un cadre particulièrement utile. Elles permettent de ne pas limiter l'évaluation de la paix à l'absence de violence armée, mais d'interroger également l'évolution des structures et des relations façonnées ou renforcées par le conflit (Galtung 1969; Lederach 2003).

L'application de la notion de paix négative[*] au cas bosnien n'est pas nouvelle. Plusieurs travaux ont déjà interrogé le décalage entre la stabilité de l'ordre post-Dayton et les limites de la réconciliation ou de la transformation des structures héritées de la guerre (Clark 2009; Begičević

[*] Pour Galtung, la paix négative désigne l'absence de violence personnelle ou directe, tandis que la paix positive renvoie à l'absence de violence structurelle et à la justice sociale (Galtung 1969, 183).

et Balint 2023). L'objectif de cet article est plus spécifique : mettre en relation la persistance de certaines frontières communautaires, la qualité actuelle des relations intercommunautaires, la manière dont différentes lignes de division peuvent se superposer et leur capacité à retrouver une importance particulière lorsque le contexte se tend.

Il est alors pertinent de se demander : dans quelle mesure, plus de trente ans après Dayton, les relations et les frontières communautaires en Bosnie-Herzégovine ont-elles été transformées au-delà de la seule cessation de la violence, et que révèle la mort de Ratko Mladić de la profondeur de cette transformation ?

L'analyse partira de la distinction entre paix négative et transformation du conflit. Elle examinera ensuite la persistance de certaines frontières communautaires dans les institutions, le territoire et l'éducation, avant de s'intéresser à la confiance et aux relations entre groupes. Elle montrera comment le croisement ou la superposition des différentes lignes de division peut atténuer ou renforcer leur poids dans la vie politique et sociale, et comment les périodes de tension peuvent accentuer ces dynamiques. Les réactions à la mort de Mladić permettront enfin d'en examiner les manifestations dans un contexte politique déjà fragile. La question n'est ainsi pas seulement de savoir si la paix dure, mais de comprendre ce qu'elle a réellement transformé.

2. Mettre fin à la guerre sans transformer pleinement le conflit

Les accords de Dayton ont marqué un tournant décisif dans l'histoire de la Bosnie-Herzégovine. Signés en décembre 1995 après plus de trois années de guerre, ils ont mis fin à un conflit ayant causé plus de 100 000 morts (ICMP s. d.). Environ 2,2 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population d'avant-guerre, avaient également été contraintes de quitter leur domicile : environ un million avaient été déplacées à l'intérieur du pays, tandis que 1,2 million avaient trouvé refuge à l'étranger (Bosnie-Herzégovine 2009, par. 81). Depuis lors, le pays n'a pas connu de reprise généralisée du conflit armé. Quelles que soient les limites de l'ordre politique établi à Dayton, cet accomplissement ne doit pas être sous-estimé : l'accord a atteint son objectif le plus immédiat en mettant fin aux hostilités (Office of the High Representative 1995).

Pour évaluer la portée de cette réussite, la distinction développée par Johan Galtung entre paix négative et paix positive constitue un cadre

particulièrement utile. Dans son article fondateur de 1969, *Violence, Peace, and Peace Research,* Galtung associe la paix négative à l'absence de violence directe, tout en invitant à considérer plus largement les structures et conditions sociales permettant d'évaluer la qualité de la paix. L'absence de guerre constitue ainsi une condition essentielle, sans pour autant suffire à mesurer sa profondeur (Galtung 1969).

Cette distinction est particulièrement pertinente pour l'analyse des sociétés sortant d'une guerre. Un accord de paix peut faire cesser la violence directe sans faire disparaître immédiatement les structures, les rapports ou les formes de différenciation développés ou renforcés pendant le conflit. La notion de paix négative ne désigne donc pas une paix sans valeur ou un échec : elle permet plutôt de distinguer l'accomplissement essentiel que constitue l'arrêt de la violence d'une interrogation plus large portant sur la qualité et la profondeur de la paix qui se construit par la suite.

Appliquée à la Bosnie-Herzégovine, cette distinction met en évidence un paradoxe : les accords de Dayton ont mis fin aux hostilités en 1995, sans reprise généralisée du conflit armé depuis lors, mais cette absence durable de guerre ne permet pas, à elle seule, de mesurer la transformation des structures et des relations façonnées par le conflit.

L'approche de John Paul Lederach permet d'approfondir cette interrogation. Plutôt que de considérer le conflit comme un problème définitivement résolu par la conclusion d'un accord, Lederach invite à examiner les transformations de long terme touchant les relations entre personnes et groupes, les structures sociales et les dynamiques plus larges dans lesquelles le conflit s'inscrit. Mettre fin à une guerre ne signifie donc pas nécessairement transformer le conflit (Lederach 2003).

Lederach distingue notamment les dimensions structurelle, relationnelle, personnelle et culturelle de la transformation. Dans le cadre de cet article, deux d'entre elles sont particulièrement importantes : la dimension structurelle, qui invite à observer les cadres politiques et sociaux dans lesquels les relations se développent, et la dimension relationnelle, qui conduit à examiner la manière dont les groupes se perçoivent et interagissent.

L'apport de Lederach complète ainsi celui de Galtung sans se confondre avec lui. Galtung permet de distinguer l'absence de violence directe d'une conception plus profonde de la paix. Lederach invite ensuite à examiner les processus de changement affectant les structures

et les relations dans lesquelles le conflit s'inscrit. Ensemble, ces deux approches permettent de déplacer l'analyse au-delà de la seule question de savoir si la guerre a repris, pour s'interroger sur ce qui a effectivement changé dans la société depuis la cessation de la violence.

Dayton peut dans cette perspective être compris à la fois comme le fondement de l'absence durable de guerre et comme le point de départ d'un processus de transformation beaucoup plus long. Le premier objectif a été atteint depuis plus de trente ans. L'évaluation du second suppose de déplacer le regard vers les espaces dans lesquels les appartenances communautaires continuent éventuellement à produire des effets concrets.

3. Où persistent les frontières communautaires ?

La fin de la guerre n'a pas entraîné la disparition de toutes les catégories et lignes de différenciation qui avaient structuré le conflit. Certaines demeurent présentes, à des degrés variables, dans l'organisation politique, territoriale et éducative de la Bosnie-Herzégovine. Les appartenances bosniaque, serbe et croate ne correspondent toutefois pas à des ensembles sociaux homogènes et étanches, et n'épuisent pas la diversité de la population du pays. Les contacts quotidiens, les espaces partagés et les relations entre communautés coexistent avec ces différenciations, selon des configurations variables d'une localité à l'autre. L'enjeu consiste ainsi à comprendre comment certaines appartenances ethno-nationales conservent un poids institutionnel et social tout en étant traversées par des relations de voisinage, d'amitié ou de coopération.

3.1. Les appartenances communautaires dans l'organisation institutionnelle

L'organisation institutionnelle issue de Dayton constitue un premier élément de cette continuité. Conçu dans le contexte immédiat de la guerre, l'accord devait rendre possible la coexistence politique entre les anciennes parties au conflit tout en leur fournissant des garanties de représentation et de sécurité. L'architecture qui en résulte repose notamment sur la reconnaissance politique des trois « peuples constituants » – Bosniaques, Serbes et Croates – ainsi que sur un système complexe de partage du pouvoir entre groupes, entités et différents niveaux de gouvernement (Office of the High Representative 1995).

Concrètement, la Bosnie-Herzégovine est organisée autour de deux entités : la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la Republika Srpska, auxquelles s'ajoute le district de Brčko, doté d'un statut particulier. Cette organisation territoriale se combine avec des mécanismes de représentation fondés sur l'appartenance aux trois peuples constituants. Au niveau de l'État, par exemple, la présidence est composée de trois membres : un Bosniaque et un Croate élus depuis le territoire de la Fédération et un Serbe élu depuis celui de la Republika Srpska. La Chambre des peuples suit une logique similaire : cinq délégués bosniaques et cinq croates proviennent de la Fédération, tandis que cinq délégués serbes proviennent de la Republika Srpska (OHR 1995).



Figure 1. Organisation territoriale de la Bosnie-Herzégovine :
les deux entités, le district de Brčko et les dix cantons de la Fédération.
Source : Agency for Statistics of Bosnia and Herzegovina 2025, 6.

Cette organisation institutionnelle s'inscrit dans une géographie démographique fortement différenciée. Selon le recensement de 2013, 70,4% de la population de la Fédération se déclarait bosniaque et 22,4% croate, tandis que 81,5% de la population de la Republika Srpska se

déclarait serbe. Les autres communautés restent présentes dans chacune des deux entités, et celles-ci ne doivent donc pas être comprises comme des territoires appartenant exclusivement à un seul groupe. Ces données montrent néanmoins qu'après la guerre, territoire et appartenance ethno-nationale demeurent fortement associés dans plusieurs parties du pays (Agence de statistique de Bosnie-Herzégovine 2016).

Cette architecture a contribué à stabiliser le pays, mais elle a également durablement inscrit certaines catégories ethno-nationales dans le fonctionnement de l'État. Grbavac, Pepić et Zdeb soulignent ainsi la centralité persistante du partage du pouvoir et des appartenances collectives dans la politique bosnienne trente ans après Dayton (Grbavac, Pepić et Zdeb 2026). Begičević et Balint montrent de leur côté comment l'ordre constitutionnel issu de la guerre a renforcé certaines divisions ethno-territoriales en fixant des identités collectives au cœur de l'organisation politique (Begičević et Balint 2023).

Cela ne signifie pas que les institutions créent à elles seules les identités ou les divisions sociales. Celles-ci possèdent des racines historiques, politiques et sociales beaucoup plus complexes et ont été profondément remodelées par la guerre. Mais lorsqu'un système organise durablement la représentation politique et l'accès à certaines ressources autour des mêmes catégories communautaires, il peut contribuer à préserver leur importance politique.

Les travaux de Satoshi Tanaka illustrent l'un des mécanismes par lesquels cette reproduction peut s'opérer. Il montre comment les partis ethno-nationaux peuvent consolider leur position grâce à des réseaux de patronage et à leur accès aux emplois, ressources ou opportunités du secteur public. Les institutions ne se contentent alors pas de représenter des appartenances existantes : leur fonctionnement peut également contribuer à maintenir leur rôle central dans les relations entre citoyens, partis et pouvoir public (Tanaka 2025).

3.2. Les frontières communautaires dans l'espace urbain : le cas de Mostar

Cette association entre territoire et appartenance ethno-nationale ne se manifeste pas uniquement à l'échelle des entités. Elle reste également visible dans certains espaces urbains profondément transformés par la guerre. Dans plusieurs régions, territoire et appartenance ethno-nationale

demeurent ainsi plus étroitement associés qu'avant 1992 (Begičević et Balint 2023).

Mostar, l'une des principales villes du pays, constitue une illustration particulièrement significative de ce phénomène. Avec un peu plus de 100 000 habitants sur son territoire administratif au recensement de 2013, son importance démographique, politique, économique et symbolique en fait un terrain particulièrement pertinent pour observer les transformations de l'espace urbain après la guerre (Aceska et Doughty 2024).

Avant le conflit, Mostar présentait une configuration démographique beaucoup plus mixte. La guerre, et notamment les affrontements entre forces bosniaques et croates, a profondément modifié cette situation. Dans l'après-guerre, la ville s'est largement structurée autour d'un espace occidental à majorité croate et d'un espace oriental à majorité bosniaque. Cette différenciation demeure perceptible dans la géographie résidentielle, mais également dans certaines institutions et dans les représentations de l'espace urbain (Carabelli 2018; Aceska et Doughty 2024).

Elle se manifeste par exemple dans l'existence de deux universités associées à des espaces et à des publics largement distincts : l'Université de Mostar, située à l'ouest et fréquentée majoritairement par des Croates de Bosnie, et l'Université Džemal Bijedić, située à l'est et fréquentée majoritairement par des Bosniaques. La différenciation apparaît également dans l'espace symbolique de la ville. Le changement de noms de rues et de places après la guerre a contribué, notamment dans la partie occidentale, à inscrire de nouvelles références nationales dans le paysage urbain. À cela s'ajoutent les marqueurs religieux : Aceska et Doughty montrent comment les clochers et les croix dominent davantage le paysage de la partie occidentale, tandis que les minarets marquent davantage celui de la partie orientale. Les sons des cloches et de l'appel à la prière participent eux aussi à cette présence symbolique des différentes communautés dans l'espace urbain (Aceska et Doughty 2024).

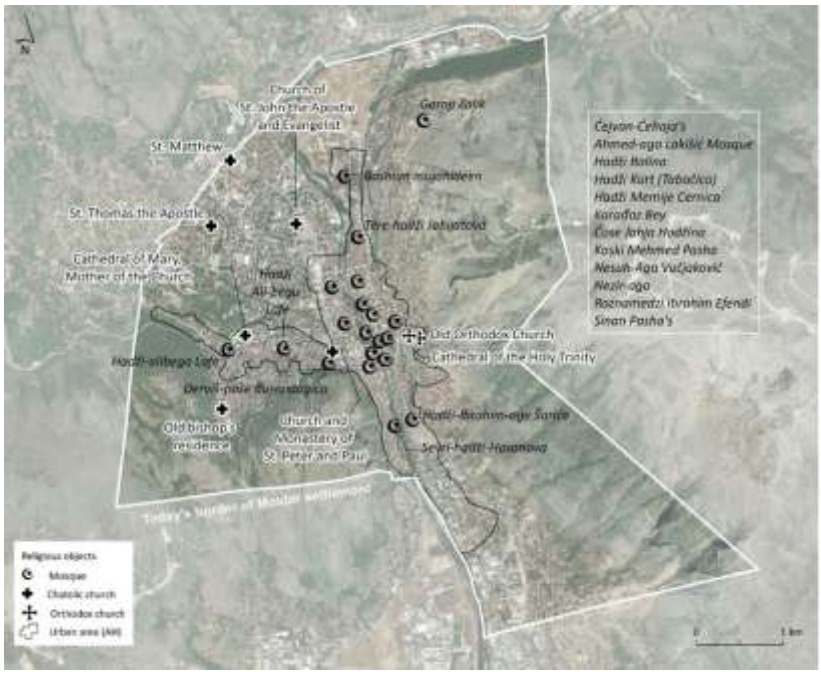


Figure 2. Églises et mosquées à Mostar.
Source : Robert M. Hayden, Ante Šiljeg et Ivan Marić, *Geoadria*, vol.29, no.2, Fig.2. Article original.CC BY4.0.

Ces différenciations ne signifient toutefois pas que Mostar fonctionne comme deux espaces hermétiquement séparés. Les habitants circulent entre les différentes parties de la ville, fréquentent des espaces communs et entretiennent des relations qui traversent les appartenances ethno-nationales. Carabelli montre précisément que les divisions urbaines sont continuellement négociées dans la vie quotidienne et qu'elles coexistent avec des pratiques de coopération, de solidarité et de remise en cause des frontières communautaires (Carabelli 2018). De manière complémentaire, Aceska et Doughty montrent que les marqueurs religieux et identitaires qui signalent les appartenances distinctes peuvent eux-mêmes traverser les frontières physiques de la ville : les sons des cloches et des appels à la prière, par exemple, sont audibles au-delà des espaces auxquels ils sont associés (Aceska et Doughty 2024).

L'intérêt de Mostar pour l'analyse de la paix post-Dayton réside précisément dans cette coexistence entre interactions quotidiennes et persistance de certaines lignes de différenciation : la fin de la violence et

la reprise des relations entre groupes ne signifient donc pas que toutes les structures et représentations issues du conflit ont disparu.

3.3. L'éducation et la reproduction des frontières

Le système éducatif permet d'observer une autre dimension du phénomène : non plus seulement la persistance d'une différenciation communautaire, mais sa possible reproduction auprès de générations qui n'ont pas connu directement le conflit.

La pratique connue sous le nom de *Two Schools under One Roof* désigne des établissements dans lesquels des élèves appartenant principalement à des communautés différentes utilisent une même infrastructure scolaire tout en suivant des parcours distincts. Selon les établissements, cette séparation peut concerner les programmes scolaires, les espaces utilisés, les équipes enseignantes, les entrées, les horaires ou encore les activités proposées aux élèves.

Cette organisation avait été introduite après la guerre comme une mesure temporaire dans trois cantons ethniquement divisés de la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Elle devait notamment permettre aux enfants de familles déplacées retournant dans leur région d'origine de réintégrer les infrastructures scolaires, alors que certains avaient jusque-là été scolarisés dans des locaux séparés et parfois inadaptés.

Le choix de maintenir des enseignements séparés répondait notamment aux inquiétudes de certaines de ces familles. Ces parents craignaient que leurs enfants soient confrontés à un environnement scolaire hostile ou à un enseignement ne respectant pas leur langue et leur identité. Pour permettre leur retour dans les bâtiments scolaires, les autorités, avec l'appui de la communauté internationale, ont accepté le maintien de programmes et d'organisations distincts au sein de locaux partagés. Ce compromis devait faciliter l'accès à l'éducation dans un contexte de méfiance entre communautés, avant une intégration progressive (OSCE 2018, chap. 1).

Ce dispositif transitoire s'est toutefois progressivement pérennisé. En 2024, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe recensait encore plus de cinquante cas de *Two Schools under One Roof*. Le 7 septembre 2026, la Mission de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine constatait toujours que ce qui avait été conçu comme une solution temporaire était devenu une pratique durable, sans transition systémique vers des écoles intégrées (Conseil de l'Europe 2024; OSCE 2026).

Le fonctionnement concret de certains établissements permet de mesurer la portée de cette séparation. À Stolac, par exemple, le rapport de l'OSCE de 2018 décrit deux écoles primaires fonctionnant au sein du même complexe scolaire, mais suivant des programmes distincts en langue bosnienne et en langue croate. Les élèves utilisent des ailes distinctes du bâtiment, tandis que certaines infrastructures, comme la bibliothèque et la salle de sport, sont communes. Les deux écoles ne disposent cependant pas d'une salle des professeurs commune, ne partagent pas leurs enseignants et n'organisent pas d'activités conjointes régulières, à l'exception de quelques initiatives extrascolaires ponctuelles (OSCE 2018). Le partage d'une même infrastructure ne signifie donc pas nécessairement le partage d'une même expérience scolaire.

Selon l'OSCE, la convergence vers un enseignement intégré se heurte notamment à des résistances politiques. Certains responsables présentent la séparation comme une garantie de protection de la langue et de l'identité communautaires, tandis que le contrôle des directions et des emplois scolaires constitue une source d'influence locale pouvant les inciter à préserver les structures existantes. Dans la Fédération, où les compétences éducatives relèvent principalement des cantons, la transformation de ces établissements dépend donc largement de l'engagement des autorités cantonales (OSCE 2018, chap. 3 et 6).

Ces blocages se traduisent également par la non-application de décisions judiciaires. La Commission européenne relève ainsi qu'en 2025, les cantons d'Herzégovine-Neretva et de Bosnie centrale continuent d'ignorer les décisions rendues en 2014 et en 2021 par la Cour suprême de la Fédération, exigeant la suppression de la pratique des *Two Schools under One Roof* afin de garantir une éducation inclusive et non discriminatoire à tous les élèves (Commission européenne 2025, 41).

Les effets de cette séparation dépassent l'organisation administrative des établissements : ils concernent également les conditions de socialisation des élèves. L'école constitue l'un des principaux espaces de socialisation en dehors de la famille. Lorsque des enfants vivant dans une même localité fréquentent le même complexe scolaire mais suivent des programmes différents, sont encadrés par des équipes distinctes et disposent de peu d'occasions d'activités communes, la proximité physique ne se traduit pas nécessairement par des échanges. La séparation peut également contribuer à présenter la frontière entre communautés comme une évidence dans la vie quotidienne. L'OSCE souligne ainsi que cette organisation transmet aux élèves l'idée de

différences intrinsèques entre groupes et contribue à accroître leur méfiance réciproque (OSCE 2018, 4). Dans leur étude, Tveit, Cameron et Kovač montrent également que les relations entre élèves sont compliquées par des attitudes discriminatoires et des perceptions inégales du pouvoir (Tveit, Cameron et Kovač 2014). L'enjeu ne concerne donc pas seulement le manque de contacts, mais aussi les représentations de l'autre que l'organisation scolaire peut contribuer à entretenir.

Cette situation est d'autant plus significative qu'elle concerne aujourd'hui des générations nées longtemps après 1995. Les frontières communautaires ne sont donc pas uniquement transmises à travers les souvenirs personnels de la guerre. Elles peuvent également être entretenues par les environnements institutionnels, éducatifs et sociaux dans lesquels grandissent les nouvelles générations.

Mostar et les *Two Schools under One Roof* montrent ainsi deux dimensions différentes mais complémentaires de la persistance des frontières communautaires. Dans le premier cas, certaines différenciations restent inscrites dans l'espace urbain tout en étant quotidiennement traversées par les pratiques et les interactions des habitants. Dans le second, elles peuvent être reproduites au sein même des institutions de socialisation auprès de générations qui n'ont pas vécu la guerre. La cessation de la violence ne signifie donc pas nécessairement la disparition des structures dans lesquelles les appartenances communautaires continuent d'acquérir une importance concrète.

4. Coexistence, confiance et cohésion sociale

L'examen des institutions, de l'espace urbain et du système éducatif montre que certaines divisions communautaires demeurent présentes plus de trente ans après la guerre. Leur persistance ne suffit toutefois pas à caractériser les relations entre les personnes : des structures séparées peuvent coexister avec des échanges quotidiens réguliers, sans que ceux-ci traduisent nécessairement une confiance forte entre groupes.

La cohésion sociale permet d'examiner ces différentes dimensions. Elle englobe le sentiment d'appartenance, le rapport aux institutions et les relations entre groupes. Cet article se concentre sur sa dimension intercommunautaire, en examinant la confiance, la distance sociale et la qualité des interactions entre personnes de différentes appartenances ethno-nationales (Uretici et al. 2026, 3–4 ; Lederach 2003).

4.1. De la coexistence à la confiance

Les données les plus récentes présentent à cet égard un tableau contrasté. Le *Social Cohesion and Reconciliation Index* (SCORE 2025), fondé sur des données recueillies entre novembre 2025 et février 2026 dans 63 municipalités de Bosnie-Herzégovine, mesure notamment l'« harmonie intergroupe » entre Bosniaques, Croates et Serbes. Cet indicateur combine les sentiments positifs envers les autres groupes, la confiance intergroupe, la distance sociale et l'anxiété liée aux interactions avec les membres des autres communautés (Uretici et al. 2026, 3–4).

L'indice d'harmonie intergroupe atteint 6,3 sur 10. La distance sociale est relativement faible (2,9 sur 10), tout comme l'anxiété sociale liée aux interactions avec les autres groupes (1,9 sur 10). Les répondants déclarent notamment une ouverture relativement importante à travailler ou à nouer des relations amicales avec des membres d'autres communautés. Ces résultats témoignent d'une ouverture déclarée aux relations avec les membres des autres communautés, sans permettre, à eux seuls, de déterminer la fréquence ou la qualité des échanges effectivement entretenus (Uretici et al. 2026, 3–4).

Cette ouverture déclarée aux relations professionnelles ou amicales ne se traduit toutefois pas automatiquement par une transformation des institutions. Comme l'illustre le cas des écoles présenté précédemment, des intérêts politiques liés à la représentation des identités et au contrôle des établissements peuvent contribuer au maintien de structures séparées, même lorsque les individus se montrent disposés à nouer des relations avec des membres d'autres communautés (OSCE 2018, chap. 6).

Les données SCORE montrent également que cette coexistence ne s'accompagne pas nécessairement d'une confiance forte entre groupes. La confiance intergroupe atteint 4,2 sur 10, tandis que les sentiments positifs envers les autres communautés se situent à 5,4 sur 10. Le rapport décrit ainsi des relations quotidiennes relativement fonctionnelles, mais qui ne se traduisent pas toujours par une proximité émotionnelle ou une confiance forte entre groupes (Uretici et al. 2026, 4).

Il faut ici distinguer l'ouverture à une relation individuelle de la confiance envers un groupe : se déclarer prêt à travailler ou à devenir ami avec une personne d'une autre communauté ne signifie pas nécessairement faire confiance à cette communauté dans son ensemble.

Cette disposition ne permet pas non plus de savoir si de telles relations existent effectivement dans la vie du répondant (Uretici et al. 2026, 4).

4.2. Distance sociale et proximité intercommunautaire

Cette distinction devient plus visible encore lorsque l'on examine la nature des relations que les individus sont disposés à entretenir avec les membres d'autres communautés. Plusieurs travaux consacrés à la distance sociale en Bosnie-Herzégovine montrent que l'acceptation de l'autre varie selon le degré de proximité impliqué par la relation.

Les recherches de Majstorović et Turjačanin sur les jeunes en Bosnie-Herzégovine montrent ainsi que les membres d'autres communautés sont généralement davantage acceptés comme collègues, voisins ou amis que lorsqu'il s'agit de relations plus intimes, en particulier du mariage. La distance sociale tend donc à augmenter lorsque la relation touche davantage à la famille et à l'appartenance collective (Majstorović et Turjačanin 2013).

Ivor Sokolić aboutit à un constat comparable dans son étude consacrée aux relations amoureuses interethniques en Bosnie-Herzégovine. Son analyse montre que les individus peuvent être disposés à socialiser avec des membres d'autres communautés tout en rencontrant davantage de résistances lorsque la relation devient intime et entre dans la sphère familiale. Ces résistances ne relèvent pas uniquement de préférences individuelles : elles s'inscrivent également dans des normes sociales et des environnements marqués par différentes formes de séparation communautaire (Sokolić 2023).

Ces résultats permettent de préciser la nature des frontières communautaires observées dans les sections précédentes. Celles-ci ne fonctionnent pas nécessairement comme des barrières empêchant toute interaction. Elles peuvent être relativement faibles dans certaines relations ordinaires et devenir plus visibles à mesure que la proximité sociale augmente. Une personne peut ainsi accepter sans difficulté un membre d'une autre communauté comme collègue, voisin ou ami tout en étant plus réticente lorsqu'une relation engage la famille ou le mariage.

La question de la cohésion sociale ne peut donc pas être réduite à l'existence ou non de contacts entre groupes. Elle concerne également la profondeur de ces relations et la mesure dans laquelle les appartenances communautaires continuent d'en définir certaines limites.

Plusieurs mécanismes permettent d'éclairer la persistance d'une confiance intercommunautaire limitée. Premièrement, les expériences de violence peuvent laisser une méfiance durable que la reprise des échanges ne suffit pas à dissiper. Une étude menée en Bosnie-Herzégovine montre ainsi que la relation entre les contacts d'après-guerre et la confiance envers les autres groupes varie selon les expériences antérieures de violence et de contact (Voci et al. 2017).

Deuxièmement, le contexte social dans lequel les individus évoluent peut également jouer un rôle. Dans une étude menée auprès de jeunes de cinq pays des Balkans occidentaux, dont la Bosnie-Herzégovine, Čehajić-Clancy et ses collègues observent qu'un environnement caractérisé par des contacts intercommunautaires plus nombreux et de meilleure qualité est associé à une confiance plus élevée envers les autres groupes, au-delà des contacts personnels des répondants (Čehajić-Clancy et al. 2025). Les possibilités de rapprochement doivent donc aussi être examinées à l'échelle des milieux de vie et des espaces de socialisation.

Troisièmement, les relations quotidiennes peuvent se maintenir sans que les désaccords sur le passé soient abordés. Mijić montre que l'évitement des sujets liés à la guerre peut faciliter la coexistence, tout en laissant subsister des interprétations opposées. Lorsque ces questions sont principalement discutées entre personnes partageant les mêmes récits, les représentations négatives de l'autre groupe peuvent se maintenir malgré des interactions individuelles sans hostilité (Mijić 2018).

Enfin, les relations intercommunautaires se développent dans un environnement politique et institutionnel qui peut entretenir les divisions. La séparation de certains parcours scolaires limite les occasions de socialisation commune, tandis que les discours présentant cette séparation comme une protection de l'identité peuvent renforcer les craintes envers les autres communautés. L'OSCE souligne ainsi le rôle des stratégies politiques et du contrôle des établissements dans le maintien des divisions éducatives (OSCE 2018, chap. 6). La confiance se construit donc à travers les expériences individuelles, mais aussi dans des cadres sociaux et institutionnels qui peuvent favoriser ou freiner son développement.

Ces constats rejoignent l'approche de la transformation des conflits développée par Lederach. Si le conflit produit des effets durables sur les relations sous la forme de méfiance, de distance ou de polarisation, sa transformation implique également la création de conditions dans

lesquelles ces relations peuvent évoluer. La qualité des contacts, les possibilités de coopération et l'existence d'espaces permettant de développer des liens au-delà des appartenances ethno-nationales deviennent alors des dimensions importantes d'une paix qui ne se limite pas à l'absence de violence (Lederach 2003).

5. Superposition des clivages et réactivation des frontières communautaires

Les analyses précédentes ont mis en évidence différentes lignes de différenciation dans la Bosnie post-Dayton : politiques et institutionnelles, territoriales, éducatives et sociales. Leur importance ne réside toutefois pas seulement dans leur existence prise séparément, mais dans la manière dont elles s'articulent. Certaines peuvent se croiser et créer des liens entre communautés ; d'autres peuvent au contraire tendre à se superposer autour des mêmes appartenances. Cette configuration est importante pour comprendre ce qui peut se produire lorsque les tensions augmentent.

Pour éclairer cette dynamique, il est utile de distinguer les clivages transversaux (*cross-cutting cleavages*) des clivages qui se renforcent mutuellement (*reinforcing cleavages*), une distinction mobilisée par Čermák (2016). Un clivage désigne ici une ligne de différenciation entre groupes, par exemple ethnique, territoriale, politique, économique ou religieuse.

Les clivages sont dits transversaux lorsque des personnes séparées sur un plan restent rapprochées sur d'autres. Deux individus appartenant à des communautés ethno-nationales différentes peuvent, par exemple, être voisins, collègues, amis ou partager les mêmes intérêts politiques ou économiques. Ces relations peuvent limiter la capacité d'une seule appartenance à structurer l'ensemble de leurs interactions. À l'inverse, plusieurs clivages peuvent se renforcer lorsqu'ils tendent à suivre les mêmes lignes. L'appartenance ethno-nationale peut alors correspondre, à des degrés variables, au territoire de résidence, à l'orientation politique, à l'environnement éducatif ou à certains réseaux sociaux.

Les travaux de Petr Čermák sur cinq municipalités ethniquement mixtes des Balkans occidentaux montrent ainsi que, dans les cas étudiés, plusieurs divisions territoriales, idéologiques et socio-économiques tendent davantage à renforcer les divisions ethniques qu'à les traverser. Ses résultats ne peuvent être généralisés à l'ensemble de la Bosnie-Herzégovine, mais ils montrent que l'enjeu réside autant dans la manière

dont les divisions se combinent que dans leur simple existence (Čermák 2016).

L'histoire récente de la Bosnie-Herzégovine permet d'illustrer concrètement cette distinction. Avant la guerre de 1992-1995, les appartenances ethniques existaient, mais elles ne déterminaient pas nécessairement toutes les relations quotidiennes. Dans certaines localités ethniquement mixtes, Bosniaques, Serbes et Croates travaillaient ensemble et entretenaient des relations de voisinage et d'amitié.

La notion bosnienne de *komšiluk*, qui renvoie aux relations de voisinage, d'entraide et de proximité quotidienne, illustre ce type de liens. L'appartenance ethnique restait présente, sans nécessairement devenir la principale frontière organisant les relations entre habitants.

Les recherches de Sandra Grudić sur Bosanski Novi montrent toutefois que ces relations pouvaient être fragilisées lorsque le contexte changeait. Dans la localité qu'elle étudie, les relations interethniques quotidiennes sont restées largement fonctionnelles jusqu'au déclenchement de la violence en 1992. Elles se sont ensuite détériorées dans un contexte de mobilisation politique, de séparation des populations, de restriction des contacts et de propagande nationaliste. Certaines solidarités interethniques se sont ainsi affaiblies tandis que l'appartenance communautaire prenait davantage d'importance (Grudić 2025).

Le *komšiluk* ne constitue donc pas la preuve d'une harmonie interethnique disparue. Il montre plutôt qu'une frontière communautaire peut exister sans dominer toutes les relations sociales, mais aussi que son importance peut changer lorsque le contexte politique et sécuritaire se transforme.

Cette observation est particulièrement pertinente pour la Bosnie post-Dayton. Les sections précédentes ont montré que plusieurs dimensions de la vie politique et sociale continuent, à des degrés variables, à suivre des lignes communautaires similaires. Cela ne signifie pas que les communautés vivent séparément : les contacts, les amitiés, les relations professionnelles et les espaces communs sont nombreux. Mais lorsque plusieurs divisions politiques, territoriales, éducatives ou sociales correspondent partiellement aux mêmes appartenances, une période de tension peut donner davantage de poids à ces frontières.

Un désaccord initialement politique ou social peut alors plus facilement acquérir une dimension communautaire plus large. Le

problème ne réside donc pas dans l'existence de communautés différentes, mais dans la possibilité que plusieurs tensions distinctes finissent par se renforcer autour des mêmes appartenances.

Charles Tilly permet d'éclairer ce mécanisme à travers la notion de *boundary activation*. Une frontière sociale peut exister pendant longtemps sans déterminer en permanence les relations entre individus, puis devenir beaucoup plus importante lorsque certaines circonstances la rendent plus visible et plus pertinente dans l'interprétation des événements (Tilly 2004).

Dans la Bosnie post-Dayton, la question devient alors de savoir ce qui se produit lorsqu'un événement remet au premier plan une frontière communautaire qui reste présente dans plusieurs dimensions de la vie politique et sociale. Une telle réactivation peut renforcer la polarisation et donner une portée communautaire plus large à des tensions déjà existantes. La mort de Ratko Mladić offre précisément l'occasion d'observer ce mécanisme dans la Bosnie-Herzégovine contemporaine.

6. La mort de Ratko Mladić : révélateur des tensions de l'après-Dayton

La mort de Ratko Mladić, le 27 août 2026, offre une illustration particulièrement révélatrice des dynamiques analysées dans les sections précédentes. Au moment de son décès, l'ancien commandant de l'armée des Serbes de Bosnie purgeait à La Haye une peine de réclusion à perpétuité pour génocide, crimes contre l'humanité et violations des lois ou coutumes de la guerre, notamment pour le génocide de Srebrenica et les crimes commis pendant le siège de Sarajevo. Sa condamnation et sa peine avaient été définitivement confirmées en appel le 8 juin 2021 (IRMCT 2021).

Malgré ce cadre judiciaire établi, les réactions publiques ont fait apparaître des lectures profondément opposées de sa trajectoire. Tandis que les représentants des victimes insistaient sur les crimes pour lesquels il avait été condamné et sur la nécessité d'en préserver la mémoire, plusieurs rassemblements organisés en Republika Srpska et en Serbie présentaient Mladić comme un héros ou un défenseur du peuple serbe. La controverse a ainsi dépassé le cadre des déclarations politiques pour investir différents espaces de la vie sociale (Nations Unies 2026 ; BTA 2026 ; Ourdan 2026a).

À Zvornik, située à quelques dizaines de kilomètres de Srebrenica, plusieurs centaines de personnes, parmi lesquelles de nombreux jeunes, ont défilé après l'annonce de sa mort en scandant son nom et en affichant des symboles associés à l'Armée de la Republika Srpska (BTA 2026). L'épisode revêt une portée particulière compte tenu de l'histoire de la région : après la chute de Srebrenica en juillet 1995, plusieurs sites d'exécution liés au génocide se trouvaient dans la municipalité de Zvornik.

Cette glorification s'est également manifestée dans le football, en Serbie. Le 6 septembre 2026, lors du derby de Belgrade entre l'Étoile Rouge et le Partizan, une minute de silence a été observée en mémoire de Mladić et son nom a été scandé dans le stade. Dans la tribune de l'Étoile Rouge, un immense portrait de Mladić a été déployé avec l'inscription *Pravac Potočari* – « Direction Potočari » – renvoyant à ses paroles lors de l'entrée des forces serbes de Bosnie à Srebrenica en juillet 1995. Quelques jours auparavant, des supporters du Partizan avaient eux aussi affiché une banderole proclamant « Général, merci » ainsi qu'un drapeau à son effigie (Softic 2026).

La portée de cet épisode dépasse le seul cadre sportif. L'Étoile Rouge et le Partizan incarnent habituellement une rivalité particulièrement forte. Pourtant, des supporters des deux clubs ont convergé, à quelques jours d'intervalle, autour d'un hommage à Mladić. Une référence nationale et historique commune a ainsi traversé cette rivalité, sans pour autant la faire disparaître. La référence à Potočari donne à cet hommage une signification particulière : elle renvoie à l'un des lieux centraux de la mémoire du génocide de Srebrenica.

Le lendemain du derby, le 7 septembre 2026, ses funérailles à Belgrade ont prolongé cette mobilisation, réunissant plusieurs milliers de personnes en présence de responsables politiques, dont des ministres de Serbie et de Republika Srpska. Tandis que de nombreux participants rendaient hommage à Mladić, des représentants des victimes et plusieurs acteurs internationaux dénonçaient la glorification d'un homme définitivement condamné pour les crimes commis pendant la guerre (Ourdan 2026b).

Pris ensemble, les rassemblements de Zvornik, les hommages dans les stades et les funérailles montrent que les mobilisations autour de Mladić ne se limitent pas aux institutions politiques. Elles traversent différents espaces sociaux et attirent également de jeunes participants. Les événements de Belgrade éclairent leur dimension régionale, sans

constituer à eux seuls une mesure des relations intercommunautaires en Bosnie-Herzégovine.

La présence de jeunes dans ces mobilisations invite à examiner les mécanismes par lesquels certains peuvent reprendre des clivages hérités de la guerre. La famille et l'école constituent des lieux importants de transmission des représentations : en Bosnie-Herzégovine, 55,9% des jeunes interrogés dans l'enquête *Shared Futures* citent leurs parents et leur famille parmi les sources importantes d'information sur les autres peuples des Balkans occidentaux, contre 48,8% pour l'école et 20,5% pour les réseaux sociaux (UNDP 2021, 112). Cette transmission n'est pas nécessairement porteuse d'hostilité, mais elle peut entretenir des perceptions de menace lorsque les récits présentent l'autre communauté principalement à travers les violences et les souffrances de la guerre. Concernant plus précisément les contenus scolaires, la Commission européenne constate en 2025 la présence, dans tous les programmes scolaires, de récits biaisés sur les héros et les victimes de guerre, contribuant à une éducation politisée (Commission européenne 2025, 79).

Les discours nationalistes peuvent renforcer ces représentations en mettant en avant les souffrances de la communauté à laquelle ils s'adressent et en valorisant certaines figures de guerre, dont la défense devient une manière d'affirmer son appartenance (Bianchi 2021). Enfin, lorsque les parcours scolaires et les espaces de socialisation offrent peu d'occasions de développer des relations personnelles avec les autres communautés, les jeunes disposent de moins de possibilités de confronter les représentations transmises à des expériences différentes. Ces mécanismes éclairent la manière dont des divisions héritées de la guerre peuvent conserver un sens pour de nouvelles générations.

Cette réactivation des références à la guerre prend une signification particulière lorsqu'elle est replacée dans le contexte politique bosnien. Dans son rapport de mai 2026, le Haut Représentant décrivait la situation sécuritaire du pays comme « stable mais fragile ». Il soulignait les difficultés persistantes dans le fonctionnement des institutions de l'État, la polarisation politique et le retour de discours sécessionnistes explicites parmi certains responsables de Republika Srpska (Office of the High Representative 2026).

Ces tensions se superposent aux divisions sociales et institutionnelles examinées dans les sections précédentes, dans un contexte où la confiance intergroupe reste relativement limitée. Les réactions à la mort

de Mladić illustrent la capacité des références à la guerre à susciter des mobilisations et à rendre certaines frontières communautaires plus visibles. Leur persistance constitue une vulnérabilité de la paix post-Dayton, que les tensions institutionnelles et les discours sécessionnistes peuvent accentuer.

7. Conclusion et recommandations

Plus de trente ans après Dayton, l'absence de reprise généralisée de la guerre constitue un acquis majeur. Les analyses présentées montrent cependant que la coexistence quotidienne peut s'accompagner d'une confiance limitée et de divisions institutionnelles persistantes. Les réactions à la mort de Ratko Mladić illustrent la capacité des références à la guerre à susciter de nouvelles mobilisations. Les études examinées suggèrent que la confiance se construit à travers les expériences individuelles, les représentations transmises et les cadres dans lesquels les relations se développent. Ces constats invitent à agir sur plusieurs mécanismes complémentaires pour renforcer les relations entre communautés et les capacités locales de prévention des tensions.

Une première orientation consiste à développer des possibilités régulières de coopération entre communautés dans les milieux de vie des habitants. Des projets communs associant établissements scolaires, associations et structures sportives ou culturelles pourraient favoriser des échanges durables autour de besoins et d'intérêts partagés. L'objectif serait de renforcer la qualité des relations et de multiplier les espaces de socialisation commune, au-delà des rencontres ponctuelles.

Une deuxième orientation concerne la prise en compte des expériences de violence et des désaccords sur le passé. Des espaces de dialogue fondés sur une participation volontaire et accompagnés par des personnes formées pourraient permettre de partager les expériences, d'écouter celles des autres et d'interroger les perceptions de menace. Ces échanges pourraient favoriser une meilleure compréhension des expériences vécues par les autres communautés, remettre en question certains préjugés et contribuer à construire progressivement la confiance.

Une troisième orientation vise les mécanismes de transmission des représentations auprès des jeunes. Un travail associant jeunes, enseignants et, lorsque cela est pertinent, parents pourrait développer la lecture critique des récits transmis dans la famille, à l'école et dans les médias. Il s'agirait de questionner les stéréotypes et les discours de

glorification, de distinguer les faits établis de leurs usages politiques et de permettre aux jeunes de confronter les représentations de l'autre à des expériences de coopération concrètes.

Enfin, ces initiatives doivent s'accompagner d'un travail sur les obstacles institutionnels. Les autorités éducatives et les établissements ont un rôle à jouer dans le développement d'activités communes, la prévention des discriminations et l'égalité de traitement des élèves. Les organisations de la société civile peuvent faciliter ces démarches, soutenir la participation des habitants et contribuer au dialogue avec les institutions. Le soutien aux organisations de la société civile devrait leur permettre de développer leurs initiatives, en complément de l'action des autorités publiques.

La mise en œuvre de ces orientations devrait s'appuyer sur les besoins identifiés localement, les initiatives existantes et la participation des personnes concernées. Il importe également d'en examiner les effets sur la qualité des relations, la continuité des coopérations et la capacité à gérer les désaccords. L'objectif serait de créer les conditions d'une coopération qui puisse se maintenir au-delà de la durée des projets et contribuer à prévenir l'aggravation des tensions. L'enjeu est ainsi de faire progresser la profondeur de la paix autant que sa durabilité.

Références

- Aceska, Ana, and Karolina Doughty. 2024. "The Sounds of Who We Are: Rethinking Divided Cities through Sound." *Urban Geography* 45 (8): 1371–1384.
- Agency for Statistics of Bosnia and Herzegovina. 2016. *Census of Population, Households and Dwellings in Bosnia and Herzegovina, 2013: Final Results*. Sarajevo: Agency for Statistics of Bosnia and Herzegovina.
- Agency for Statistics of Bosnia and Herzegovina. 2025. *Bosnia and Herzegovina in Figures 2024*. Sarajevo: Agency for Statistics of Bosnia and Herzegovina.
- Begičević, Alma, and Jennifer Balint. 2023. "Constricted Rights and Imagined Identities: Peace and Accountability Processes and Constitution-Making in Bosnia and Herzegovina." *International Journal of Constitutional Law* 21 (4): 1069–1098.
- Bianchi, Michele. 2021. "'Nothing Much Has Happened Here': Memory, Denial, and Identity among Postwar Youth in Republika Srpska." *Cultural Analysis* 19 (1): 49–71.

▪ Bosnie-Herzégovine. 2009. *Rapport national présenté conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme*. A/HRC/WG.6/7/BIH/1. 8 décembre 2009.

▪ Bulgarian News Agency (BTA). 2026. "Bosnia's Republika Srpska Pays Tribute to Ratko Mladic as Sarajevo Marks Anniversary of 1995 Markale Massacre." 28 août 2026.

▪ Carabelli, Giulia. 2018. *The Divided City and the Grassroots: The (Un)making of Ethnic Divisions in Mostar*. Singapore: Palgrave Macmillan.

▪ Čehajić-Clancy, Sabina, Clemens Lindner, Pascal Gelfort, Julia Elad-Strenger, and Thomas Kessler. 2025. "Where You Live Matters More than Who You Know: Context-Level Contact as a Stronger Predictor of Post-War Reconciliation than Individual-Level Contact." *British Journal of Social Psychology* 64: e12913.

▪ Čermák, Petr. 2016. "Reintegration of Local Communities Divided by Ethnic Conflict: Ethnically Mixed Municipalities in the Western Balkans." *Politička misao* 53 (4): 191–229.

▪ Clark, Janine Natalya. 2009. "From Negative to Positive Peace: The Case of Bosnia and Hercegovina." *Journal of Human Rights* 8 (4): 360–384.

▪ Commission européenne. 2025. *Bosnia and Herzegovina Report 2025*. SWD(2025) 751 final. Bruxelles, 4 novembre 2025.

▪ Conseil de l'Europe, Assemblée parlementaire. 2024. *Le respect des obligations et engagements de la Bosnie-Herzégovine*. Doc. 16039. 13 septembre 2024.

▪ Galtung, Johan. 1969. "Violence, Peace, and Peace Research." *Journal of Peace Research* 6 (3): 167–191.

▪ Grbavac, Valentino, Ivan Pepić, and Aleksandra Zdeb. 2026. "Dayton at 30: Unpacking the Politics of Power-Sharing." *Nationalism and Ethnic Politics* 32 (1): 1–16.

▪ Grudić, Sandra. 2025. "Understanding Bosnian Komšiluk: A Study of Neighbourhood Dynamics and Violence." ***Journal of Genocide Research***. Published online 3 December 2025.

▪ International Commission on Missing Persons (ICMP). n.d. "Bosnia and Herzegovina." ICMP official website. Accessed 15 September 2026.

▪ International Residual Mechanism for Criminal Tribunals (IRMCT). 2021. "The Appeals Chamber of the International Residual Mechanism for Criminal Tribunals Delivers Judgement in the Mladić Case." 8 June 2021.

▪ Lederach, John Paul. 2003. *The Little Book of Conflict Transformation*. Intercourse, PA: Good Books.

▪ Majstorović, Danijela, and Vladimir Turjačanin. 2013. "Socio-psychological Characteristics of the Ethnic Distances in Youth in Bosnia and Herzegovina." In *Youth Ethnic and National Identity in Bosnia and Herzegovina: Social Science Approaches*, 190–209. London: Palgrave Macmillan.

▪ Mijić, Ana. 2018. "Don't Talk About the Elephant: Silence and Ethnic Boundaries in Postwar Bosnia-Herzegovina." *Human Studies* 41 (1): 137–156.

▪ United Nations. 2026. "Statement Attributable to the Spokesperson for the Secretary-General – on the Death of Ratko Mladić." 27 August 2026.

▪ Office of the High Representative (OHR). 1995. *The General Framework Agreement for Peace in Bosnia and Herzegovina*. Initialled in Dayton on 21 November 1995; signed in Paris on 14 December 1995.

▪ Office of the High Representative (OHR). 2026. *69th Report of the High Representative for Implementation of the Peace Agreement on Bosnia and Herzegovina to the Secretary-General of the UN*. 12 May 2026.

▪ Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), Mission to Bosnia and Herzegovina. 2018. *"Two Schools Under One Roof": The Most Visible Example of Discrimination in Education in Bosnia and Herzegovina*. Sarajevo: OSCE Mission to Bosnia and Herzegovina.

▪ Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), Mission to Bosnia and Herzegovina. 2026. "Two Schools under One Roof: The Most Visible Example of Discrimination in Education in Bosnia and Herzegovina." Factsheet, 7 September 2026.

▪ Ourdan, Rémy. 2026a. "Ratko Mladic, général serbe condamné pour génocide après la guerre de Bosnie-Herzégovine, est mort." [Ratko Mladić, Serb General Convicted of Genocide after the War in Bosnia and Herzegovina, Has Died] *Le Monde*, 27 August 2026.

▪ Ourdan, Rémy. 2026b. "A Belgrade, des milliers de partisans de la 'Grande Serbie' ont participé aux obsèques de Ratko Mladic." [In Belgrade, Thousands of Supporters of 'Greater Serbia' Attended Ratko Mladić's Funeral] *Le Monde*, 8 September 2026.

▪ Softic, Ibrahim. 2026. "'Direction Potocari': From Srebrenica Genocide to a Belgrade Football Match." *Al Jazeera*, 7 September 2026.

▪ Sokolić, Ivor. 2023. "Kiss, Don't Tell: Attitudes towards Inter-Ethnic Dating and Contact with the Other in Bosnia-Herzegovina." *Identities* 30 (6): 805–822.

▪ Tanaka, Satoshi. 2025. "The Political Economy of Power-Sharing: Patronage Politics and Ethnic Party Dominance in Post-Dayton Bosnia." *Democratization* 32 (6): 1450–1473.

▪ Tilly, Charles. 2004. "Social Boundary Mechanisms." *Philosophy of the Social Sciences* 34 (2): 211–236.

▪ Tveit, Anne Dorthe, David Lansing Cameron, and Vesna B. Kovač. 2014. "'Two Schools under One Roof' in Bosnia and Herzegovina: Exploring the Challenges of Group Identity and Deliberative Values among Bosniak and Croat Students." *International Journal of Educational Research* 66: 103–112.

▪ United Nations Development Programme (UNDP). 2021. *Shared Futures: Youth Perceptions on Peace in the Western Balkans*. In collaboration with the United Nations Population Fund (UNFPA) and the Regional Youth Cooperation Office (RYCO).

▪ Uretici, Selin, İlke Dağlı-Hustings, and Solomiia Myronovych. 2026. *Social Cohesion in Bosnia and Herzegovina: Key Trends Based on SCORE BiH 2025 and 2020*. Centre for Sustainable Peace and Democratic Development (SeeD) / United Nations Development Programme (UNDP).

▪ Voci, Alberto, Emina Hadziosmanovic, Huseyin Cakal, Chiara A. Veneziani, and Miles Hewstone. 2017. "Impact of Pre-War and Post-War Intergroup Contact on Intergroup Relations and Mental Health: Evidence from a Bosnian Sample." *Peace and Conflict: Journal of Peace Psychology* 23 (3): 250–259.

Cordoba Peace Institute – Geneva (CPI)

CPI est une organisation indépendante à but non lucratif qui œuvre à la prévention de la violence et à la promotion de la paix. Elle a pour objectif d'enrichir les ressources théoriques et pratiques en matière de transformation des conflits et possède une vaste expérience dans des contextes propres à l'Asie occidentale et à l'Afrique. CPI privilégie une méthodologie adaptée aux communautés locales, aux parties en conflit et aux acteurs de la paix, et acceptée par ces derniers. Depuis 2002, l'organisation a su développer des accès privilégiés ainsi que des réseaux solides dans les pays où elle intervient. L'approche de CPI s'inspire de la ville andalouse de Cordoue, célèbre centre médiéval de dialogue interreligieux, et de Genève, centre moderne de dialogue international et d'échanges entre les peuples. CPI bénéficie du statut consultatif spécial auprès des Nations Unies.